

Résumé à la Réunion d'économistes
organisée par le C.P.H. 1^{er} et 2^{ème} Semestres
Juin - 35.

27

2^{ème} Semestre

Rapport n° 4.

- Sur Stabilisat. monét. et
S^e C^e entér.

Memorandum

PAR

M. LAURENT DECHESNE.

Le problème proposé à nos délibérations est avant tout un problème pratique. Il s'agit d'arriver à des conclusions précises et concrètes. Mais il n'importe pas moins de situer le problème dans l'ensemble de l'évolution économique, afin de nous éclairer sur les possibilités actuelles et de voir dans quelle direction il faut chercher la solution.

Telle est la tâche que nous nous sommes assignée, laissant à des techniciens et à des praticiens avertis le soin de préciser dans le détail les modalités d'application.

Dans la crise actuelle, le fait le plus saillant est l'effondrement de l'économie mondiale. Celle-ci s'était constituée au XIX^e siècle par la libre expansion des initiatives individuelles. C'était l'une des réalisations les plus remarquables de ce merveilleux siècle de progrès se succédant sans répit dans tous les domaines matériels, avec une allure vraiment révolutionnaire.

L'immense organisme, qui s'était ainsi constitué avant la guerre et nous assurait d'inestimables bienfaits, faisait l'admiration des économistes. Grâce au développement des échanges internationaux, déclarait en substance Maynard Keynes dans l'introduction à sa magistrale étude sur les *Economic consequences of the peace*, l'Europe recevait en masse de façon régulière, en échange de ses produits industriels, des matières premières et des denrées alimentaires venant de toutes les parties du globe. De Londres, on commandait pour son déjeuner des aliments provenant des régions les plus éloignées. On pouvait participer à leurs avantages naturels en y envoyant ses capitaux et en y dirigeant les productions les plus variées. On pouvait voyager à peu de frais, confor-

tablement, sans passeport, et, avec l'or qu'on pouvait se procurer à discrétion à la première banque venue, on pouvait se procurer en route tout ce qu'on désirait.

Ajoutons que, non seulement l'or jouait le rôle d'une monnaie internationale, mais qu'on était même parvenu à faire fonctionner un système monétaire international englobant les pays de l'Union latine. Evoquer ce tableau, c'est toucher du doigt tout ce que nous avons perdu. Que reste-t-il de ce merveilleux organisme économique ? — Des ruines ! Les peuples, à commencer par les plus puissants, se sont recroquevillés dans une attitude de farouche *autarkie*, détruisant à l'envi les facilités commerciales et monétaires qui favorisaient autrefois la prospérité générale du monde.

Ce mouvement nationaliste, vers ce qu'on appelle aujourd'hui l'autarkie ou l'économie complexe, n'apparaît pourtant point comme un fait nouveau et superficiel. Il plonge même des racines assez loin dans le passé. Dès le troisième quart du XIX^e siècle, soufflait un vent de réaction protectionniste. Les grandes nations, appliquant une protection générale et systématique, cherchaient à développer dans leurs frontières toutes les productions qui pouvaient s'y pratiquer avec avantage. Tel était le cas des Etats-Unis et de la Russie. L'Allemagne se limitant, en principe du moins, à une protection partielle et provisoire, voulait compléter ses productions agricoles par le développement de ses industries. La France revenait à son protectionnisme traditionnel. Même l'Angleterre, la terre classique du libre-échange, préparait par l'instauration des tarifs préférentiels, son retour au pacte colonial des mercantilistes, consacré naguère par la Conférence d'Ottawa.

Devant ce retour aux restrictions anciennes, comment pouvait-on encore envisager la possibilité de conserver les bienfaits indéniables de la liberté ? Il fallait bien renoncer à l'idéal de Cobden, qui avait rêvé son extension immédiate au monde entier. La liberté commerciale ne pouvait plus progresser que par une évolution lente, par étapes, prolongeant péniblement celle du passé. os Simplement, elle continuerait à s'étendre en se pratiquant à des groupements économique-politiques de plus en plus larges. Après l'économie provinciale du moyen-âge, l'économie nationale de l'époque moderne, puis, à l'époque contemporaine, la formation de très grandes nations, telles que la Russie, les Etats-Unis et enfin, l'Empire Britannique. C'étaient là de vastes ensembles économiques aux productions tellement variées qu'ils pouvaient suffire à une grande partie de leurs besoins.

Dans ces conjonctures, les pays d'importance moyenne, étroitement dépendants pour leur ravitaillement du reste du

monde, se voyaient réduits à une situation particulièrement angoissante. Que pouvaient-ils faire, sinon se grouper en unions douanières, afin de parer à l'insuffisance de leurs ressources ? Pour ces nations, c'est-à-dire en fait pour la grande majorité, on n'a pu que proposer, comme préparation à des unions douanières, des Conventions commerciales plurilatérales, ouvertes aux autres pays, telles que celles d'Oslo et d'Ouchy. Malheureusement, une application trop stricte de la clause de la nation la plus favorisée les a fait échouer. Sur ce point on ne peut que renouveler le vœu de voir adopter par les Gouvernements, en ce qui concerne la clause de la nation la plus favorisée, le principe suivant : *Lorsque plusieurs Etats ont signé une Convention pouvant conduire à une union douanière et lorsque cette convention reste ouverte à l'adhésion des autres pays, les faveurs commerciales qu'ils s'accordent mutuellement doivent être considérées comme des dérogations légitimes à la clause de la nation la plus favorisée.*

Bien que de telles conventions et unions douanières s'imposent dans un avenir prochain, il est à prévoir qu'un certain temps s'écoulera encore avant qu'elles se réalisent.

En attendant, des réformes urgentes d'une application générale s'imposent pour mettre fin à l'anarchie actuelle du commerce international.

Qu'il s'agisse de grands pays visant à l'économie fermée ou de pays d'importance modeste, évoluant vers des unions douanières problématiques, il restera toujours un faisceau important d'échanges internationaux, indispensables à la vie des peuples. Nul ne contestera que l'autarkie intégrale apparait, même pour les plus grands pays, comme une utopie irréalisable. D'ailleurs, les protectionnistes les plus exigeants, comme l'Américain Simon Patten et l'Allemand Frédéric List, déclaraient qu'il ne pouvait être question de supprimer le commerce international.

En dépit des tendances autarkistes actuelles, que nous ne discutons pas mais que nous admettons comme un mal inévitable, il restera donc toujours un certain minimum de commerce international indispensable. C'est ce minimum qu'il faut avant tout sauvegarder et qu'il importe de soustraire à des restrictions dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles dépassent actuellement toute mesure raisonnable.

Afin de rendre aux échanges extérieurs les plus indispensables le minimum de facilité qu'ils comportent, il convient tout d'abord de rétablir une mesure des valeurs et des paiements. Point de transaction, point de convention privée ou publique, point de traité de commerce durable, sans une certaine stabilité de l'unité

de mesure, et l'on n'en voit pas de praticable en dehors de l'étalon d'or.

De plus, certaines restrictions au commerce extérieur doivent disparaître le plus rapidement possible, ou s'atténuer dans une large mesure. Ce sont à notre avis par ordre d'importance : 1^o les entraves à la circulation des devises ; 2^o les prohibitions et contingentements, et enfin 3^o certains droits de douane qu'il faudrait supprimer ou réduire, ou même parfois simplement consolider.

5 juillet 1935.